



Jeudi 12 août 2021

Forte inquiétude sur les conséquences de la mise place du pass sanitaire dans le réseau des bibliothèques de Grenoble

La mise en place du pass sanitaire est génératrice de **fortes tensions**, ce qui est délétère en pleine crise épidémique. Elle pose déjà des problèmes importants dans les bibliothèques de Grenoble .

L'ensemble des organisations syndicales de la ville dénonce donc les points suivants :

- Une **discrimination de l'accès au service public** par le contrôle du pass. Ceci est d'autant plus criant pour les publics les plus précaires, souvent éloignés de la vaccination, et privés ainsi de l'accès à la culture. La mise en place du pass est antisociale et en complète contradiction avec les missions de la lecture publique et de ses agent.e.s.

- Une **insécurisation de l'ensemble des agent.e.s** .Le personnel chargé de procéder au contrôle du Pass sanitaire des citoyens désirant se rendre dans une bibliothèque du réseau doit affronter le mécontentement et la colère des usagers. Cette situation génère déjà des pressions, des agressions, ou autre types de violence à l'encontre de ces personnels, ce qui est parfaitement inacceptable.

-**Un ajout brutal de mission, non conforme aux profils de poste**. Ceci doit faire objet d'une concertation en comité technique et d'un accompagnement. Cet aspect désorganise le travail, dans des équipes souvent en effectifs tendus ou en sous effectifs.

Dans ce contexte anxiogène, des bibliothécaires qui se sont opposé.e.s au contrôle du pass au travers d'un courrier clair et légitime à leur Direction, **sont menacé.e.s de sanctions** par la Ville, **et ce au bout de 72 heures de mise en place**.

Ceci est proprement inacceptable ! Grenoble souhaite- elle être pilote au niveau national en matière de maintien de l'ordre, alors qu'en même temps, Monsieur le Maire est co-signataire d'une pétition et d'une tribune nationales dénonçant une politique sanitaire autoritaire ? Où est la notion d'exemplarité ?

Pour nos organisations, **la première des choses est de prendre le temps de la mise en place et du dialogue social**, et ce d'autant plus qu'une tolérance est admise au plan national.

Nous demandons :

- **Le retrait immédiat des menaces de sanction**
- **Le maintien de la jauge à 49 pour les bibliothèques**